

170, BOULEVARD DU MONTPARNASSE
75014 PARIS — FRANCE
TÉL. 320.36.20.
C.C.P. 1248-74 N PARIS

D 661 NICARAGUA: L'EPISCOPAT REPOND
AU FRONT SANDINISTE

Le communiqué officiel du Front sandiniste sur la religion, du 6 octobre 1980 (cf. DIAL D 654), provoque des remous considérables dans les milieux d'Eglise.

En effet, l'épiscopat national a, le 13 octobre, publié une longue mise au point dans un texte dont nous donnons ci-dessous l'intégralité. Ce document constitue la réponse officielle des évêques au communiqué du Front sandiniste. Dans les jours suivants, un certain nombre de religieux de la Conférence des religieux de Nicaragua, du Conseil national des jésuites, de l'Université d'Amérique centrale, etc., rendaient publique une longue déclaration exprimant leur "surprise et préoccupation" devant ce document épiscopal, qualifié d'entrée de jeu d'"excessivement polémique et blessant". Ils accusent les évêques du pays de répondre par une "polémique" à une "offre sereine de dialogue".

Le 22 octobre, l'épiscopat signait une lettre pastorale intitulée "Jésus-Christ et l'unité de son Eglise au Nicaragua". Tout en reconnaissant "la nouveauté de l'expérience historique" que vit le pays, les évêques soulignent "l'offensive des idéologies matérialistes" et émettent de sérieuses réserves sur le clergé engagé dans la Révolution nicaraguayenne.

Le grand débat idéologique est ainsi relancé de façon spectaculaire. En pratiquant un "blocus psychologique" du régime, les évêques nicaraguayens empêcheront-ils sa radicalisation - jusqu'à ce jour hypothétique - ou bien, au contraire, l'accéléreront-ils? L'enjeu de la querelle prend un nouveau relief depuis l'élection de Reagan aux Etats-Unis.

Note DIAL

DECLARATION DE L'EPISCOPAT NICARAGUAYEN

A la Direction nationale du Front sandiniste
et, pour information, au peuple catholique

En accomplissement de notre devoir

C'est en tant qu'évêques en communion avec le Siège apostolique sur lequel se fonde l'unité chrétienne, et comme responsables du magistère et de la direction pastorale de l'Eglise locale de Nicaragua, que nous nous voyons, suite au communiqué de la direction du Front sandiniste, dans l'obligation de définir la mission de l'Eglise et de clarifier certains concepts du communiqué, du moins pour ce qui concerne notre religion.

Une déclaration opportune

Avant toutes choses, nous remercions et félicitons la Direction nationale du Front sandiniste pour sa déclaration de principes. Quelle que ce soit la position d'une organisation qui entend conduire ou interpréter la volonté d'un peuple souverain, il lui appartient d'exposer clairement et de proposer nettement ses objectifs et ses projets. Personne ne peut, de soi-même ou en s'appuyant sur des forces étrangères au peuple, s'arroger le droit de gouverner et de se constituer "représentant" de celui-ci. En cas contraire, nous n'aurions pas dépassé l'époque des princes et des potentats, avec les dits "privilèges de classe" ou de groupes imposés par la force, "maîtres uniques" de la volonté et des décisions du peuple. Un peuple qui n'est pas consulté selon les canons de l'exercice de la liberté est un peuple humilié.

Une base de dialogue

Aussi, la déclaration de principes que la direction du Front sandiniste a faite sur sa position concernant la religion et les Eglises, est-elle une base de dialogue avec le peuple chrétien. C'est uniquement grâce au dialogue que peut se faire jour un nouveau type de relations permettant de donner à notre Révolution son sens et sa dimension humaine, en la différenciant ainsi réellement et positivement des rigidités dogmatiques d'autres "modèles révolutionnaires" connus jusqu'alors.

Mais ce n'est pas seulement dans les rapports avec la religion, et bien aussi sur les autres aspects de la vie sociale, économique et politique, que les groupes politiques ont à définir sans sous-entendus leurs principes, leurs positions et leurs conceptions. En cas contraire, le peuple ne parviendrait pas à participer "librement et efficacement" aux mouvements de son histoire. Il resterait toujours à la merci des groupes et des systèmes de violence qui règnent sur les masses sans défense.

Les droits du pouvoir

"Les droits du pouvoir ne peuvent être entendus que sur la base du respect des droits objectifs et inviolables de l'homme. Le bien commun au service duquel est l'autorité dans l'Etat, ne trouve sa pleine réalisation que lorsque tous les citoyens sont assurés de leurs droits. (...) Le sens fondamental de l'Etat comme communauté politique consiste en ce que la société qui le compose, le peuple, est maître de son propre destin." (Jean-Paul II, Redemptor Hominis)

A l'époque où nous avons justifié le droit à l'insurrection, vu que les structures ne garantissaient pas le bien ni la sécurité des citoyens, nous avons déclaré aussi qu'"une révolution ne sera jamais du peuple si le peuple ne la soutient pas" (Message du 2 juin 1979) (1).

Mais le redressement de la nation, ce n'est pas "la simple participation instrumentale" au service de systèmes rigides et oppresseurs. C'est la restauration du sens de la dignité et des droits d'un peuple en tant qu'agent et auteur de son histoire. Si les chrétiens ont trouvé dans leur foi "les motivations de leur engagement dans le combat révolutionnaire", ils ne l'ont certainement pas fait dans la seule intention d'abattre un régime contraire aux droits du peuple, mais bien pour restituer au peuple le droit à "édifier un ordre nouveau". Devenant ainsi "semence de libération" et fondement d'un ordre juste pour tous.

Un ordre social pour l'homme

Nous devons donc envisager sous l'angle des motivations et responsabilités religieuses ce devoir d'instauration d'un ordre nouveau, fondé

(1) Cf. DIAL D 548 (NdT).

sur l'homme et sur le bien commun. Et non sur de nouveaux modèles de "domination" ou d'"exclusivismes de classe". Un ordre est humain dans la mesure où il ne mutilé pas les aspirations légitimes des citoyens ni ne permet l'injustice ou la destruction des uns par les autres.

Il nous faut, en matière religieuse, clarifier les points de vue de façon à faire non seulement progresser le dialogue au niveau des évêques et des hauts dirigeants civils et militaires, mais aussi pour que le peuple prenne conscience de ses valeurs et de ses droits. Pour que le peuple ne soit pas réduit à une simple "masse" transformée en instrument.

Nous sommes une Eglise

Agir comme membre d'une Eglise, ce n'est précisément pas se laisser conduire par un vague sentiment de religiosité ou une interprétation individualiste de la foi. C'est se reconnaître membre d'une unité organique, articulée selon un ordre basé sur la foi, dans le sens de la rédemption et du salut. Une Eglise ne peut exister sans communion dans une même foi ni sans une motivation activant les principes de cette foi, pour racheter l'humanité déchue, opprimée ou bafouée. Nous sommes une Eglise chrétienne, car nous croyons au Christ et nous l'acceptons comme révélateur et rénovateur du mystère de l'homme, dans ses aspirations de souveraineté sur le monde et l'histoire comme dans ses attentes d'un bonheur éternel.

Notre foi trouve son identité dans le Christ, dans la force de renouveau et de seigneurie de l'Esprit. Et non dans sa dépendance d'un "schéma" ou "système" de pouvoir. Elle n'appelle pas seulement la conversion individuelle, qui restaure la conscience de la grandeur humaine, mais aussi l'action de maîtrise et de transformation du monde. Etre chrétien, ce n'est pas s'acheminer vers la mort pour conquérir une gloire ou un pouvoir sur les autres; c'est rechercher la gloire dans le service rédempteur de l'homme, dans la plénitude de la vie. La recherche de la vérité et la croissance de la vie dans l'amour, des ennemis y compris, sont caractéristiques de celui qui croit en Dieu.

Nous, catholiques, sommes une Eglise. Une communion vivante, historique; avec toutes les marques et les fragilités de l'homme ordinaire, mais avec une force de régénération et de renouveau qui vient de Dieu. Nous péchons et nous tombons, comme tous les hommes, mais l'Esprit du Seigneur nous appelle à la conversion et à l'action transformatrice sur l'histoire. Si nos faiblesses ont été cause de scandale, les redressements opérés par la foi continuent d'être des choses merveilleuses et inexplicables, surtout aux heures les plus écrasantes de l'histoire.

Le dynamisme de l'Esprit

Les lois de l'Esprit ne sont pas écrites sur des tables de pierre ni ne peuvent être enfermées dans des abstractions philosophiques. Elles sont une vitalité intérieure plus forte que les forces répressives du mal. "L'Eglise, qui est le royaume du Christ déjà présent sous une forme mystérieuse, croît visiblement dans le monde grâce à la puissance de Dieu" (Lumen Gentium, 3).

Un corps social et historique

L'Eglise est "un signe et un moyen d'opérer l'union intime avec Dieu et l'unité de tout le genre humain" (Lumen Gentium, 1). Nous sommes, devant le monde, une mystérieuse alliance en un Dieu vivant et éternel. Nous sommes en même temps, devant l'histoire, une réalité visible et caractérisée. Nous sommes lumière, nous sommes ferment, nous sommes sel.

Force libératrice et transformatrice du monde. La présence et l'action de l'Eglise est préfigurée par le peuple d'Israël. Un peuple qui est à la recherche, à travers son histoire, d'un Ciel nouveau et d'une Terre nouvelle. Mais qui ne s'est jamais assujéti à aucun pharaon. A aucune forme ou système d'esclavage, d'idôlatric ou d'athéisme. Réduire en esclavage c'est transformer l'homme en "simple instrument de production".

A la recherche d'une libération

Le Nicaragua s'est mis à la recherche de sa libération historique. Et non à la recherche d'un nouveau pharaon. Nous le répétons: nous faisons ces observations suite au communiqué du Front sandiniste pour qu'elles servent de base au dialogue enrichissant du processus révolutionnaire, déclenché par l'insurrection avec le soutien du peuple chrétien, sous sa responsabilité religieuse propre et spécifique. Si tout le monde n'a pas pris les armes, qui ignore ce qu'a été l'action du peuple face à une armée au service d'ambitions privées? Par ailleurs, les armes sans le peuple dégènèrent vite en "forces d'occupation".

Plan de notre analyse

Nous faisons nos observations à trois niveaux: celui des principes, celui de la conjoncture historique et celui des équivoques qui peuvent devenir source de graves désaccords et abus.

I- LES PRINCIPES

C'est pour nous un motif de joie et de nouveaux espoirs de voir que, dans le communiqué du Front sandiniste concernant son point de vue sur la religion et les Eglises, les principes suivants ont été clairement établis:

La liberté religieuse

1- Que "la liberté de professer une foi religieuse est un droit inaliénable des individus" (2). Et que "le gouvernement révolutionnaire (le) garantit dans son intégrité" (Communiqué officiel du Front sandiniste, n° 1). Ce qui laisserait donc entendre que le Front sandiniste de libération nationale se situe comme force armée en appui du gouvernement. Ou que, comme groupe idéologique, il garantit également ce droit.

Sans discriminations ni privilèges

2- Que "personne ne peut faire l'objet d'une discrimination (...) en raison de la profession publique ou de la diffusion de ses croyances religieuses", ou "ceux qui ne professent aucune foi religieuse" (Ibid., n° 1). Ce qui implique logiquement qu'on ne pourra pas non plus privilégier "ceux qui ne professent aucune foi religieuse" par rapport à ceux qui en ont une. En fonction de ce principe il semblerait donc normal que ni le gouvernement ni le Front sandiniste ne puissent faire montre d'athéisme, ou permettre que, sous couvert de leurs organismes, il soit fait du prosélytisme idéologique à l'encontre des croyances religieuses. Ce serait privilégier les "sans foi".

Motivation et évaluation dans la foi

3- Que la foi chrétienne, loin d'être en opposition avec la nécessité des transformations en faveur du peuple, est au contraire une motivation

(2) Les textes soulignés et entre guillemets sont ceux du communiqué du FSLN sur la religion. Cf. DIAL D 654 (NdT).

menant à l'analyse et à l'évaluation des situations et structures qui portent atteinte à la dignité humaine et aux droits de l'homme. Si la foi "motivée", c'est parce qu'en soi elle recèle quelque chose qui est indispensable à l'homme et lui permet de devenir l'agent conscient, libre et responsable de son histoire (Ibid., 2e §).

La compétence des Eglises

4- Que les questions religieuses sont, dans leur interprétation, "du seul ressort des différentes Eglises". Que, donc, "aucun militant sandiniste comme tel ne doit donner une opinion (sur ces questions)" (Ibid., n°6).

Les leçons opportunes du passé

5- Qu'il y a des situations historiques et des occasions socio-politiques dans lesquelles des "missionnaires" connus et des membres de l'Eglise se sont mis du côté de la "domination politique", faisant ainsi de la religion un "support théorique" au service du "processus de domination". Ce qui a écarté l'Eglise de la proximité avec le peuple et de son ministère spécifique: "Porter la bonne nouvelle aux pauvres, annoncer aux captifs la délivrance, rendre la vue aux aveugles et libérer les opprimés" (Luc 4, 18).

Respect des célébrations religieuses

6- Qu'il faut "respecter profondément toutes les manifestations et traditions religieuses de notre peuple". En raison de quoi il faut non seulement garantir les conditions de l'expression libre de ces manifestations, mais aussi éviter qu'elles soient utilisées "à des fins politiques ou commerciales" (Ibid., n°5). La corruption politique et le mercantilisme contribuent à la dégénérescence de la religion. Ils retirent sa force morale à la libération sociale de l'homme. Le peuple reste ainsi sans base unitaire de fraternité et sans respect de la diversité qui est le fruit de la créativité humaine.

Le droit à la participation

7- Qu'"il est du droit de tous les citoyens nicaraguayens de participer à la conduite des affaires politiques du pays, quel que soit leur état-civil" (Ibid., n°8). En raison de quoi, il semblerait injuste de "privilégier une quelconque idéologie" ou classe sociale prétendant être la seule interprète des aspirations du peuple. Ou la seule apte à prendre des "décisions" au nom de tous et pour tous.

II- LA CONJONCTURE HISTORIQUE

Nous pensons également qu'il est de grand intérêt, tant pour l'analyse historique que pour la clarification de la mission de l'Eglise et de ses tâches, de souligner les constantes qui sont caractéristiques de l'action historique de l'Eglise et de ses ministres.

L'utilisation des engagements religieux

1- Dans le bref aperçu historique que le Front sandiniste fait sur les relations entre la religion et les structures de domination, on souligne que
a) il est inacceptable que l'Eglise serve de "support théorique à la domination politique" (Ibid., n°2);

b) il est également inacceptable, et dommageable à la libération nécessaire pour le peuple, que la religion soit un "mécanisme d'aliénation des personnes" (Ibid., n°2);

c) il est intolérable que, d'après les différents systèmes, la religion serve "à justifier l'exploitation d'une classe sociale par une autre" (Ibid., n°2).

La religion ne doit donc ni "s'identifier" ni "servir de soutien" aux "dominations politiques". Elle ne doit pas se confondre avec les "mécanismes" qui aliènent l'homme de ses responsabilités. Elle ne doit pas non plus favoriser "l'exploitation d'une classe sociale par une autre".

La religion se situe non par rapport aux ambitions et aux calculs humains, mais par rapport aux sources originales qui émanent de la grandeur mystérieuse de l'homme et la valorisent. Plus qu'une "expression", le produit ingénieux des hommes, la religion est un dynamisme intérieur qui appelle un regard sur toute la vie et une mise en ordre de l'existence, conformément aux exigences d'un dessein divin. "Comme experte en "humanité (...), l'Eglise doit, à partir de l'évangile (...), opérer un "discernement et porter un éclairage sur les situations, les systèmes, "les idéologies et la vie politique du continent. Elle doit le faire même si elle sait qu'on cherche à utiliser son message" (Puebla, 511).

Fidélité à l'Eglise

2- C'est un motif d'orgueil et de joie, pour les acteurs de l'évangélisation, de constater que, dans notre histoire, ceux qui ont agi en fidélité à l'Eglise et à sa mission n'ont pas été ceux qui ont plié leur ministère sacerdotal aux intérêts des colonisateurs et se sont mis au service des rois. Ce n'est pas non plus ceux qui ont fait alliance avec les "classés montants" pour constituer bien vite des "oligarchies de domination". Ceux qui ont marginalisé notre peuple et détruit ses organisations, en portant ainsi atteinte à sa souveraineté. Ceux qui, au lieu d'évangéliser en conscientisant nos gens sur leur grandeur personnelle d'enfants de Dieu, les ont plutôt obligés à "se soumettre" inconditionnellement aux nouveaux seigneurs. Ceux qui exigeaient que les indiens livrent leurs terres, sous prétexte qu'eux-mêmes mettraient en oeuvre de meilleures techniques de production et de commercialisation. Ceux qui ont prêché la résignation, l'abandon du droit de "participation active et de décision" dans les affaires publiques.

Tout ceci montre une fois encore qu'on ne libère pas un peuple en lui faisant "changer de maître", mais en le rendant maître et seigneur de son pays, avec son expression propre et ses organisations. Ceux qui ont vraiment souffert de la marginalisation du pauvre et subi les repréailles des rois et des puissants, ce sont les missionnaires et les catéchistes, peu nombreux, qui ne se sont pas pliés aux faveurs du pouvoir, de la part des princes et des nouvelles classes dominantes.

C'est alors que l'Eglise a donné naissance à la thèse bien connue selon laquelle aucun prince ne peut faire passer le territoire ou le peuple "sous la domination de princes étrangers, sous peine de trahison de son peuple". L'Eglise ne peut, elle non plus, autoriser "la domination de quiconque sur quiconque". Cela est étranger à sa mission. La liberté personnelle et la souveraineté des peuples sont des droits naturels dont la mise en oeuvre relève uniquement des agissements libres des hommes.

L'utilisation historique de la religion

3- Une troisième constatation ressort de l'analyse des rapports historiques entre "les pouvoirs et la religion". Historiquement, la religion est utilisée de deux manières par les pouvoirs politiques et les classes dominantes. L'une consistant à la réduire au silence, à la marginaliser

par rapport à toute action ou tout jugement critique contre les "pouvoirs dominants". L'autre, à la soumettre, à l'obliger à donner aux régimes son aval religieux, comme s'il s'agissait de la volonté de Dieu.

Le libéralisme réduit l'Eglise au silence dans le domaine social et économique. Il lui refuse tout droit d'intervention critique et toute possibilité d'apport dans le sens de l'élévation et de l'humanisation des mécanismes économiques. Le résultat: l'Eglise est historiquement coupable de silence; elle est accusée de complicité avec les régimes exploitaires.

Les systèmes totalitaires, en raison de leur philosophie matérialiste refusent à l'Eglise toute "participation qualitative" aux mécanismes économiques. Mais ils acceptent "stratégiquement" sa "participation utilisable". C'est l'autre forme d'utilisation de l'Eglise: accepter ou exiger sa participation, mais uniquement à titre de "moyen" permettant d'avaliser et de bénir la marche vers un système unique et absolu. On passe sous silence le fait qu'à partir de ce moment, on méconnaît et rejette l'apport éclairant et vivifiant du message chrétien. L'Eglise ne se comporte plus en libératrice mais en moyen de massification sous le pouvoir totalitaire de l'Etat.

L'histoire nous montre que "participer consciemment et délibérément" à un processus historique n'est pas la même chose que simplement "participer comme moyen". La participation à titre de moyen n'est pas au service de l'homme; elle est au service du processus de domination. La prêtrise et les références ecclésiastiques sont utilisées pour massifier le peuple. Comme chrétiens, il nous revient d'exiger une participation consciente et délibérative. Comme des hommes libres, et pas comme des esclaves.

Non à l'interventionnisme, non aux abus

4- Une autre constante qui est signalée comme propre à l'Eglise, c'est le comportement d'évêques qui professent "l'anti-interventionnisme" et s'en prennent "au vice, à la corruption et à l'abus de pouvoir (...) contre les humbles gens" (Ibid., n°7). Les aides internationales sont humiliantes et contraires à la dignité des peuples quand elles les "envahissent", quand elles se substituent aux citoyens en décidant pour eux ou par-dessus eux.

A plusieurs reprises notre peuple a, par divers canaux et selon différentes manières, manifesté son opposition aux nouvelles invasions qui mettent en danger l'originalité de notre processus; qui, de fait, ne tolèrent pas les croyances religieuses de notre peuple; qui suscitent des préventions inconsistantes et des attitudes confuses de la part de ceux qui ont pris le pouvoir.

Nous aussi nous unissons à ces évêques; nous faisons nôtres ces réclamations que notre peuple élève aujourd'hui et qui sont déjà cause de troubles et de nouveaux emprisonnements. L'interventionnisme, d'où qu'il vienne, est humiliant. Les "pouvoirs publics" ne peuvent rester indifférents devant les causes de division et sourds face aux réclamations légitimes du peuple.

Ministère sacerdotal et changement de ministère

5- Suite à toutes ces constatations historiques, il apparaît clairement qu'une chose est la participation des prêtres au titre de leur ministère dans le cadre politique, et autre chose leur changement pratique de ministère par une action directement ordonnée à un système de pouvoir. Nous servons sacerdotalement quand nous évangélisons, quand nous dénon-

çons des situations et quand nous oeuvrons dans le sens de la valorisation chrétienne et humaine des situations historiques qui sont les nôtres; quand nous défendons le pauvre, l'opprimé, le faible et la personne injustement privée de sa liberté, face à tout système de pouvoir et à tous ses abus. Nous cessons de servir sacerdotalement, ou nous perdons la faculté de le faire, quand nous faisons alliance avec un régime particulier ou que nous lui semblons "abandonnés". Le sacerdoce n'est ni un titre honorifique ni une simple profession. C'est un ministère actif au nom du Christ et de son Eglise. Comme le souligne le concile Vatican II: "Le ministère sacerdotal étant le ministère de l'Eglise, on ne peut s'en acquitter que dans la communion hiérarchique du Corps tout entier" (Presbyterorum Ordinis, n° 15).

III- LES EQUIVOQUES

L'intégration d'une société, d'un point de vue humain et réaliste, ne se fait pas sans l'unité dans la diversité, ni sans une créativité diversifiée visant à l'unité. Faire de la société un corps caractérisé par les seuls rapports de force, c'est matérialiser l'homme et le détruire. C'est le priver de son droit à être quelqu'un: une réalité unifiée mais toujours diversifiée. L'obsession de vouloir effacer de la carte de la vie certaines valeurs et nécessités vitales mène à l'incompréhension et se solde par l'absence d'un cadre commun d'intégration.

Respecter ou méconnaître

1- Respecter n'est pas la même chose qu'éliminer ou méconnaître. Reconnaître, c'est prendre en considération les principes et les valeurs qui existent ou peuvent exister chez les autres. Mépriser, c'est méconnaître ou laisser totalement de côté les convictions et les sentiments des autres. Ne fait pas preuve de respect celui qui dit: "peu m'importe ce que pensent les autres". Pour qu'un groupe politique ou social "respecte la religion" ou les croyances d'un peuple, il ne suffit pas que ce groupe reconnaisse leur existence. Il faut qu'il ne les méprise pas ni n'essaie de les saper stratégiquement.

A une "idéologie" qui refuse en soi et élimine toute valeur religieuse, il lui faut, si elle veut vraiment respecter de telles valeurs, admettre une base commune où ses contraires bénéficient de droits égaux. Cette base c'est l'homme réel. Non la théorie. Sans le respect, il n'y a pas de base au dialogue. Dire sans plus que quelqu'un peut entrer dans les rangs d'une quelconque organisation "indépendamment de (ses) croyances religieuses", cela suppose que ces croyances religieuses ne doivent pas être méprisées, ridiculisées ou sapées à la base. Sinon, le "respect" ne serait que façade. Stratégique. Et non pas réel ni effectif.

Un parallélisme destructeur

2- Une autre équivoque, source d'éloignement réciproque, consisterait à continuer de parler de la vie religieuse et de la vie socio-économique comme de vies parallèles. Sans compénétration ni exigences mutuelles. La phrase "La Révolution et l'Etat ont des origines, des finalités et des domaines d'action distincts de ceux de la religion" (ibid., n°9) entretient cette distance réciproque. La religion et l'économie exigent, certes, des ministères différents, des organisations sociales disposant de leur propre autonomie, mais avec une interaction nécessaire et une convergence en vue du bien de la vie humaine. Elles ne peuvent être séparées si l'on cherche vraiment la restructuration intégrale de l'homme; si l'on veut faire des organisations sociales une unité articulée au service

de l'homme. Intégrer ne veut pas dire que l'Etat doit assumer et gérer le religieux. Cela ne veut pas dire non plus que l'Eglise doit assumer les ministères d'Etat. Cela signifie que chacun doit mettre en oeuvre son ministère propre pour le bien et la réalisation de tous. Ni l'Eglise ni l'Etat ne sont des monopoles. Ce sont des entités au service des aspirations complexes de l'homme et de ses besoins.

La religion, affaire individuelle

3- Il semble qu'on soit déjà parvenu à des conceptions plus globales. Cependant, les vices des "privilèges de classe" et des ambitions d'absolutisme continuent d'être le mobile des changements, lesquels ne conduisent pas à la justice sociale, économique et politique. Enfermer les motivations religieuses dans le cadre de l'individuel et du personnel, c'est faire davantage preuve de "libéralisme" que de "socialisme". Cela donne à croire qu'on ne reconnaît ni n'apprécie vraiment les "motivations religieuses" à l'origine des transformations sociales. Nous ne pouvons laisser planer cette grave équivoque, dépréciative de l'action indispensable de l'Esprit. Elle ferme la voie aux motivations religieuses en les empêchant de donner aux révolutions un sens humain et chrétien; les révolutions n'auraient alors que pour seules motivations les simples intérêts économiques et les ambitions de certaines classes sur les autres.

Droit des citoyens et manipulation du sacerdoce

4- Répéter "qu'il est du droit de tous les citoyens nicaraguayens de participer à la conduite des affaires politiques du pays" (ibid., n°8), c'est, croyons-nous, d'autant plus nécessaire que c'est moins vrai en pratique. De plus, il nous semble inconvenant que, tout en reconnaissant les questions religieuses comme "du seul ressort des différentes Eglises" (ibid., n°6), il ne soit pas tenu compte de la signification particulière que prend "l'utilisation des prêtres" par rapport à la religion, alors que leur action doit toujours être libératrice et transcender toute "forme historique". Il n'échappe à personne que "l'utilisation du prêtre" équivaut à une ingérence dans le ministère sacerdotal et à une intromission dans la discipline ecclésiastique. Le prêtre est un ministre, le représentant d'une Eglise, d'un ensemble de valeurs religieuses ayant une incidence dans la vie historique totale.

En manipulant le prêtre on manipule la religion qu'il représente. L'histoire nous montre qu'une chose est d'appeler un prêtre à l'exercice de son ministère sacerdotal, et une autre, bien différente, de l'intégrer à un système pour le "justifier" ou lui conférer une "image" de justesse religieuse. Pour provoquer des divisions au sein d'une Eglise, il n'est pas besoin de le faire de l'intérieur. Il suffit de dénaturer ou de diluer l'action sacerdotale en un domaine quelconque de la vie humaine. "Frapper le pasteur pour disperser les brebis", telle a été la stratégie dénoncée par le Christ. Il suffit de semer le désordre et l'indiscipline parmi les ministres de l'Eglise, par des flatteries et des prébendes, selon des ruses humaines bien connues. Il suffit de faire dévier l'action du prêtre vers le service des intérêts de parti ou de groupe. La religion ne peut pas être au service de tels intérêts. Ainsi le confirment les constatations faites par le Front sandiniste dans son communiqué.

"Les pasteurs, quant à eux, qui doivent avoir le souci de l'unité, "se dégageront au contraire de toute idéologie politique de parti, pro-pre à mettre en condition leurs critères et leurs comportements. Ils auront ainsi toute liberté d'évangéliser le politique, comme le Christ,

"à partir d'un évangile dépouillé de tout esprit partisan et de toute "idéologie". (Puebla, 526). Pour les chrétiens, tous les hommes sont fils de Dieu; ils ont besoin d'être également libérés dans leurs qualités humaines, et non pas comme simples "moyens de production ou de bien-être", en faveur des dirigeants de ce monde des ténèbres. "L'Eglise sert le peuple; mais elle n'est pas au service du pouvoir".

La Révolution. Quelle révolution?

5- Comme chrétiens, nous voulons - et nous avons effectivement exigé - des transformations sérieuses et profondes. Nous sommes des radicaux, non des extrémistes. Nous demandons des changements révolutionnaires. Mais nous devons toujours nous demander: "Quelle révolution faisons-nous, et comment la faisons-nous? Sur quelles bases et en fonction de quelles valeurs?" Nous réclamons la justice sociale. Mais la justice n'est pas un "privilège de classes". D'aucune classe sur aucune autre. Elle est la base de droits communs et de respect commun; elle ne donne pas le droit à des destructions réciproques.

Revendiquer la justice économique est une chose digne et juste. Implanter le "matérialisme idéologique et de classe" est une chose tout à fait distincte. Le problème, pour les chrétiens, n'est pas de ne pas vouloir faire la révolution; il est de ne pas pouvoir accepter certains principes et procédés qui méconnaissent les valeurs de la foi, ainsi que le sens fondamental de l'homme et de l'histoire. L'athéisme et le matérialisme sont une impiété contre Dieu.

Pourrait-il se trouver quelqu'un d'assez insensé pour accuser l'Eglise ou les chrétiens d'être opposés aux révolutions parce qu'elles proposent une culture, une médecine et un système de travail et de production plus conformes à la dignité humaine et au développement social?

Les guerres, ce sont les puissants qui les font et les financent, pour s'approprier le pouvoir. Les révolutions, c'est le peuple qui doit les faire, généreusement et en esprit de sacrifice, en accédant à une plus grande dignité humaine et au droit de participer "activement et efficacement" pour tout ce qui concerne son devenir historique. C'est avec ce peuple et avec cette révolution que nous sommes. Les "pauvres" ne sont pas une masse. Nous luttons pour leur dignité et pour leur libération comme fils de Dieu souverain dans son peuple.

Une porte ouverte à l'interventionnisme

6- Le principe selon lequel les "questions religieuses sont du seul ressort des différentes Eglises" (ibid., n°6), est en réalité méconnu si le Front sandiniste s'arroge le droit de dire quelles "fêtes ou activités religieuses populaires" (ibid., n°5) sont ou non contraires à sa révolution. Ce n'est pas là une simple supposition car, dans l'esprit du Front sandiniste, la religion n'est qu'une "affaire personnelle qui relève des individus" (ibid., n°9). Une telle conception n'est pas seulement une "interprétation particulière" du Front sandiniste en matière religieuse; elle est aussi une interprétation "politique". Nous savons tous que c'est là le propre du libéralisme individualiste, lequel a été à l'origine de graves injustices dans la vie sociale et a porté atteinte aux droits de la religion.

Aussi, assujettir la religion aux critères du Front sandiniste, c'est une porte ouverte à l'interventionnisme politique et aux abus des politicards, ceux surtout qui cherchent à supprimer la religion dans la vie de l'homme. En plus de ces raisons, il y a des faits objectifs qui confirment cette tendance à "l'intervention" pour une interprétation politico-

partisane des célébrations religieuses. Tout le monde est au courant de plans précis pour remplacer le "contenu religieux" de nos fêtes traditionnelles par un contenu et des activités d'ordre politico-partisan. Ainsi des consignes et plans pour la célébration de Noël; ainsi en a-t-il été pour la fête de l'Immaculée Conception et les fêtes patronales.

Prosélytisme athée

7- Si l'on en juge par la déclaration où il est dit textuellement: "Dans le cadre du FSLN comme parti, le prosélytisme religieux n'a aucune place car il fausserait le caractère spécifique de notre avant-garde et introduirait un élément de désunion" (ibid., n°4), le Front sandiniste n'est pas disposé à laisser pénétrer des motifs de désunion par une "discrimination" ou des interprétations de type religieux. Mais comment concilier cette déclaration avec ce qui est fait officiellement et publiquement contre la foi et contre la religion, par le biais des organismes officiels de l'Etat et de ses cadres techniques? On endoctrine et on fait pression, par des méthodes diverses mais connues, contre les croyances et les sentiments religieux.

L'athéisme et le matérialisme relèvent du champ religieux. Si être athée est un droit individuel, c'est une autre chose que faire du prosélytisme en faveur de l'athéisme, et cela à partir des institutions de l'Etat et par le biais de groupes de pression. Ne s'agirait-il pas ici des "longues discussions philosophiques" que la déclaration du Front sandiniste estime inutiles pour la poursuite de ses objectifs? Ou est-ce que ces consignes ne sont données que pour mieux brouiller les cartes?

La religion valorise l'intégrité de la vie; elle appelle l'action libre et responsable de chaque homme sur la terre. Si c'est un fait que la religion inspire l'homme et le libère de l'intérieur, cela ne le dispense pas du devoir de transformation et de rénovation des structures sociales; c'est pour lui, au contraire, une obligation de le remplir avec sens évangélique et esprit critique.

L'histoire est toute fraîche. Le peuple chrétien le sait bien. Et le Front sandiniste le reconnaît: "l'Eglise catholique elle-même, comme institution," et le peuple chrétien motivé par sa foi "ont participé à la victoire populaire" contre un régime accapareur des biens et des droits du peuple. Ce n'est pas inutile, ici, de le répéter.

Vouloir aujourd'hui restreindre à nouveau l'Eglise et les responsabilités chrétiennes au domaine individuel, ce n'est pas seulement une injustice à l'encontre de son action et de sa participation révolutionnaire; c'est aussi un mépris évident de la foi qui a motivé cette action et cette participation. C'est là l'éternelle raison pour laquelle le faible, l'opprimé, le prisonnier, le spolié de sa liberté et de ses terres, le marginalisé et les gens massifiés ne peuvent que tourner leurs regards vers le Dieu vivant, unique et véritable, qui leur restitue leur dignité et leur donne la force de continuer la lutte contre tous les mensonges, contre toutes les puissances appuyant leur absolu sur la force du pouvoir.

CONCLUSIONS

Au peuple, ce qui lui appartient

Ces observations, nous les avons faites pour répondre au communiqué récent du Front sandiniste et pour clarifier les points qui y sont exposés. Mais nous sommes aussi dans l'obligation de proposer au peuple les

critères lui permettant de s'orienter et de porter un jugement sur les valeurs religieuses qui sont en jeu dans ces moments de changements.

Si l'on reconnaît que la motivation de foi a été réelle dans le déclenchement et l'avancée de la Révolution, pourquoi lui refuse-t-on aujourd'hui toute valeur et tout droit à être active dans l'établissement des nouvelles structures révolutionnaires? Une rupture s'est-elle produite avec le peuple concret de Nicaragua qui proclame sa foi comme motif de sa joie? Si c'est un fait que les chrétiens et l'Eglise comme institution ont activement participé à l'effort révolutionnaire, qui donc agit maintenant à leur encontre? Ce n'est pas l'Eglise ni les chrétiens qui sont contre la Révolution nicaraguayenne, mais bien ceux qui la font dévier idéologiquement au détriment du sentiment religieux de notre peuple.

"Il ne serait ni juste ni raisonnable qu'après tant de sang versé et tant de sacrifices imposés à notre peuple, on oublie une nouvelle fois le sens élémentaire de la vie et des valeurs humaines qu'implique une libération authentique" (Message des évêques du 31 juillet 1979).

"C'est pour que nous restions libres que le Christ nous a libérés. Donc, tenez bon et ne vous remettez pas sous le joug de l'esclavage" (Galates, 5, 1).

A Managua, le 17 octobre 1980

En la fête de St Ignace d'Antioche, évêque et martyr.

La Conférence épiscopale nicaraguayenne

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 185 F - Etranger 215 F par voie normale
(par avion, tarif sur demande selon pays)

Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie STEP

Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441